

Recherches sociographiques



Diego CREIMER, Louise HENAULT-ÉTHIER, Karel MAYRAND et Julie ROY, *Demain le Québec. Des initiatives inspirantes pour un monde plus vert et plus juste*, Montréal, Éditions La Presse, 2018, 217 p.

Hélène Caron

Les revues savantes en sciences sociales et humanités
Volume 59, numéro 3, septembre–décembre 2018

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1058731ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1058731ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Département de sociologie, Faculté des sciences sociales, Université Laval

ISSN

0034-1282 (imprimé)

1705-6225 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Caron, H. (2018). Compte rendu de [Diego CREIMER, Louise HENAULT-ÉTHIER, Karel MAYRAND et Julie ROY, *Demain le Québec. Des initiatives inspirantes pour un monde plus vert et plus juste*, Montréal, Éditions La Presse, 2018, 217 p.] *Recherches sociographiques*, 59 (3), 490–492. <https://doi.org/10.7202/1058731ar>

le prolongement de l'Abitibi pour ce qui touche au sentiment d'appartenance et aux réseaux d'échange. Par ailleurs, les sections septentrionales des régions du Saguenay-Lac-Saint-Jean et de la Côte-Nord pourraient ou devraient être considérées comme parties prenantes du Nord québécois.

De façon plus secondaire, il est surprenant que les auteurs écrivent le terme Inuits avec un « s » au pluriel alors que l'on parle généralement d'un Inuk et des Inuit. De plus, l'aspect cartographique du livre est insuffisamment développé à l'intérieur du chapitre introductif sur l'environnement et la géologie de la région. Au demeurant, il me semble que le Nunavik est moins bien couvert que la partie sud du territoire étudié. Des faits comme la présence antérieure de bases militaires à Kuujuarapik et Kuujuaq, l'opposition de certains groupes inuit à la Convention de la Baie James et du Nord québécois ainsi que le rôle important des coopératives sont peu ou pas couverts. Finalement, l'expression Jamésiens, qui sert à décrire les Blancs vivant en Eeyou-Istchee-Jamésie, laisse songeur considérant la distance géographique entre les établissements eurocanadiens et les rives de la Baie James.

Bref, malgré les efforts de synthèse des auteurs, il vaut probablement mieux se procurer l'ouvrage original que la version brève, à moins de se satisfaire d'un portrait rapide du Nord-du-Québec incluant les informations de base.

Martin SIMARD

Département des sciences humaines et sociales et CRDT,
Université du Québec à Chicoutimi.
mgsimard@uqac.ca

Diego CREIMER, Louise HENAULT-ÉTHIER, Karel MAYRAND et Julie ROY, *Demain le Québec. Des initiatives inspirantes pour un monde plus vert et plus juste*, Montréal, Éditions La Presse, 2018, 217 p.

Dans la mouvance du succès mondial du film documentaire français intitulé *Demain* (2015), produit par Cyril Dion et Mélanie Laurent, des membres éminents de la Fondation David Suzuki s'engagent sur la voie de l'ingéniosité et des remèdes particuliers appliqués à la problématique environnementale, surtout les changements climatiques, en rédigeant le livre *Demain le Québec. Des initiatives inspirantes pour un monde plus vert et plus juste* (2018). Ils exemplifient le processus de réforme institutionnelle en cours au Québec, axée sur la modernisation écologique et le développement durable.

Ainsi, des femmes, des hommes et diverses associations tentent d'inverser la fatalité d'une empreinte indélébile de l'humanité sur la Terre, caractérisée par l'avènement d'une nouvelle ère géologique, dénommée l'anthropocène (CRUTZEN et STOERMER, 2000). Cette tâche colossale mobilise déjà les gouvernements, la communauté scientifique, mais aussi une expertise citoyenne, car la démocratie de la participation place l'action publique au cœur du changement social. L'ouvrage suggère également que beaucoup de jeunes et de femmes se trouvent à l'origine de ces audaces, inventions et innovations, nées parfois à la suite d'heureux hasards

ou rencontres, en se créant ou en changeant d'emploi.

Aux thèmes classiques de l'environnementalisme (pollution, gaspillage, surconsommation) se greffent des spécificités liées au réchauffement planétaire – par exemple, l'atténuation des émissions de gaz à effet de serre (GES), le transport alternatif qualifié d'intelligent, les énergies propres et renouvelables. Évidemment, « la solution ne sera pas que technologique » (p. 211), car les problèmes environnementaux dépassent la seule technique. Ils soulèvent entre autres des enjeux éthiques, et des contraintes économiques, politiques ou institutionnelles (lois, normes, certification, réglementation, etc.) subsistent encore. La démarche englobe également l'économie circulaire et, dans l'optique plus large du développement durable, l'achat local et l'équité sociale.

L'agriculture et la sécurité alimentaire (groupes d'achat de nourriture en vrac, banques alimentaires, location de terres cultivables) prennent beaucoup de place. Le virage vert prône le remplacement des engrais et pesticides dommageables par des éléments dits biologiques, tels que les micro-organismes. En plus de lutter contre la disparition des forêts, ces poumons de la planète, il faut reverdir villes et villages par la plantation d'arbres, l'installation de serres, de toits et de murs végétaux.

De même, parce que « près du tiers de la nourriture produite dans le monde est gaspillée » (p. 43), il convient d'en récupérer davantage et de tirer plus de profit de la nature par l'exploitation des produits forestiers non ligneux, à l'image des champignons, fruits sauvages, herbes, fougères et sirop d'érable, voire de manger des insectes. Dans cet ordre d'idées, le mouvement Zéro déchet trouve beaucoup d'échos au Québec, où on entreprend de recycler le plastique, qui empoisonne la faune marine. Enfin, les déchets organiques (bois, résidus domestiques, etc.) trouvent un débouché dans l'éthanol, une énergie verte et renouvelable, au sein de la lutte pour diminuer les émissions de gaz à effet de serre.

Les auteurs montrent bien que l'environnement ne se limite pas à la nature. Il s'étend à l'environnement social, à l'équité et à la communauté locale. C'est alors que prend tout son sens le slogan écologiste, remontant au début des années 1970 : « Penser globalement, agir localement ». Pour preuves, l'extraordinaire vitalité communautaire de Saint-Camille, qui se cristallise autour de Jacques Proulx, un ancien président de l'Union des producteurs agricoles; la réappropriation par une brigade de jeunes d'une zone riveraine défavorisée à Trois-Rivières, au moyen du nettoyage des berges et de l'éducation; ou encore, la riposte à l'accaparement des terres, souvent causé par la spéculation, par la création de la Banque des terres; sans oublier l'accent mis sur l'achat local, qui passe par la production, la consommation, et même une monnaie, locales. En 2017, on lance cinq projets de monnaie locale au Québec (p. 155) à cet effet : s'agit-il d'une panacée ou du risque économique d'une monnaie parallèle au système en place ? L'expérience le dira.

Accessible au grand public, d'une lecture enthousiasmante et utile pour recharger ses batteries, l'ouvrage célèbre l'inventivité humaine et réitère sa confiance en l'avenir. À n'en pas douter, la prise de conscience de l'urgence climatique s'accélère depuis quelques années au Québec, où des gens déploient des trésors d'énergie,

de solidarité et d'imagination, parfois à contre-courant de l'urbanisation galopante et de la mondialisation économique. En route vers un monde non seulement plus vert, mais aussi plus équitable : tel est l'esprit des initiatives individuelles et collectives présentées ici. Autant de victoires remportées sur la force d'inertie! En fermant le livre, on peut toutefois déplorer quelques anglicismes superfétatoires dans le texte, de même que le silence entourant les mesures relatives à l'adaptation aux changements climatiques, en particulier celles qui ont trait à l'eau (érosion côtière, inondations soudaines, approvisionnement d'eau potable), appelées à prendre de plus en plus d'importance dans un futur rapproché. Cela pourrait faire l'objet de la prochaine parution de la Fondation David Suzuki.

Hélène CARON

*Département de sociologie,
Université Laval.
marie-helene.lheureux.1@ulaval.ca*

Roméo BOUCHARD, *L'UPA un monopole qui a fait son temps*, Montréal, VLB éditeur, 2018, 253 p.

L'Union des producteurs agricoles (UPA) est le syndicat unique qui représente l'ensemble des agriculteurs¹ du Québec depuis plus de 40 ans. C'est un acteur majeur dans le monde de l'agriculture puisque les pouvoirs qui lui sont accordés sont importants et dépassent les rôles d'un syndicat traditionnel. Originellement connue sous le nom de l'Union catholique des cultivateurs (UCC) fondée en 1924, l'UPA, dans sa forme actuelle, a pris naissance en 1972 lorsque la loi sur les producteurs agricoles a été adoptée (p. 27). Ayant déjà largement critiqué cette organisation, que ce soit par écrit ou lors de sorties publiques, Roméo Bouchard s'attaque de nouveau à ce syndicat dans son plus récent ouvrage *L'UPA un monopole qui a fait son temps*.

Revenant tout d'abord sur ses origines, Bouchard décrit les moments marquants de son parcours dans le monde de l'agriculture, légitimant ainsi son rôle de critique du milieu agricole actuel. Parallèlement à son histoire personnelle, il dépeint l'évolution sociale et politique de cette activité économique au Québec, mettant particulièrement en lumière les aspects négatifs associés à une agriculture de plus en plus productiviste soumise aux règles du capitalisme.

Les premiers chapitres de l'ouvrage sont consacrés aux événements et décisions politiques et juridiques qui ont permis à l'UPA d'occuper une place aussi importante dans le monde agricole québécois et de posséder, selon les dires de

1. Le terme agriculteurs désigne les agriculteurs et agricultrices dans leur ensemble et est utilisé dans le but d'alléger le texte.